



# REVUE POLITIQUE

ET PARLEMENTAIRE

## ÉLECTIONS 2010 ET CRISES : LES GOUVERNANCES EN QUESTION

**Sarah Alby  
Pierre Bréchon  
Stéphane Cadiou**

**Jérôme Fourquet  
Gérard Le Gall  
Vincent Tournier**

### LE POINT SUR L'ÉCONOMIE

Besoin d'Europe  
Christian de Boissieu

### CHRONIQUE DE L'OPINION

Le voile islamique, véritable enjeu d'opinion  
Jérôme Sainte-Marie

### LA RETRAITE, UN VRAI SUJET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dominique Bidou

### INTERNATIONAL :

#### BRÉSIL - CHINE - ÉTATS-UNIS

José Mauricio Bustani - Antoine Poullieute  
Philippe Lecourtier - Anne-Marie Idrac - Quan Kong  
Eléonore Cluzel - Serge Bellanger

ISBN 978-85702-174-2  
ISSN 035-385 X



# Sommaire

- 
- 1**  
Elections 2010 et crises :  
les gouvernances en question
- 
- 2**  
LE POINT SUR L'ÉCONOMIE  
Besoin d'Europe  
Christian de BOISSIEU
- 
- 7**  
Elections régionales 2010  
Un nouvel avertissement pour le pouvoir  
Gérard LE GALL
- 
- 28**  
Les raisons de la victoire de l'abstention  
Pierre BRÉCHON
- 
- 36**  
Quelques clés du vote Europe-Ecologie aux  
élections régionales  
Sarah ALBY  
Jérôme FOURQUET
- 
- 48**  
Elections régionales, conséquences nationales ?  
Le nouvel âge des scrutins intermédiaires  
Vincent TOURNIER
- 
- 57**  
Les conseillers régionaux :  
un personnel politique à part ?  
Stéphane CADIOU
- 
- 67**  
La retraite, un vrai sujet de développement durable  
Dominique BIDOÜ
- 
- 80**  
La réforme du règlement de l'Assemblée nationale :  
Opportunité marquante ou manquée d'un statut  
de l'opposition en France ?  
Marie-Laure FAGES
- 
- 106**  
CHRONIQUE DE L'OPINION  
Le voile islamique, véritable enjeu d'opinion`  
Jérôme SAINTE-MARIE
- 
- 111**  
Politique agricole et rurale  
Retour vers le passé ?  
Henry DELISLE – Marc GAUCHÉE
- 
- 115**  
LIBRE OPINION  
La Turquie dans l'Europe  
Emmanuel AUBER
- 
- 126**  
Des parlements au service d'une Méditerranée unie  
Rudy SALLES
- 
- 127**  
La solidité de l'économie brésilienne comme  
impulsion au rapprochement Brésil-France  
José Mauricio BUSTANI
- 
- 131**  
France-Brézil : atouts et perspectives  
Antoine POUILLIEUTE
- 
- 134**  
La chambre de commerce du Brésil en France au  
service des entreprises  
Philippe LECOURTIER
- 
- 137**  
ENTRETIEN  
La Chine, un partenaire majeur pour la France  
Anne-Marie IDRAC
- 
- 142**  
Chine actuelle, Chine de demain  
Quan KONG
- 
- 148**  
La Chine : entre usine globale du monde et  
hyperpuissance  
Eléonore CLUZEL
- 
- 153**  
Les chances des entreprises dans l'Amérique  
d'Obama  
Serge BELLANGER
- 
- 158**  
Le Mois  
Serge-Allain ROZENBLUM
- 
- 180**  
Le memento parlementaire  
Jean LALLOY
- 
- 188**  
Livres
-

---

# La retraite, un vrai sujet de développement durable<sup>1</sup>

Les retraites constituent un problème majeur pour notre avenir et celui des générations futures. Une analyse au filtre du développement durable est riche d'enseignements, tant sur la manière d'introduire le débat que sur les pistes de progression envisageables.

Dominique BIDO  
*Expert démographe\**

---

## Une unanimité de façade

Répartition. Un mot magique : il fait l'unanimité. Tout le monde veut sauver le régime de retraites par répartition. Il reste à savoir ce que l'on répartit, et entre qui. Il y a des années, Alfred Sauvy rappelait que la répartition s'impose du simple fait que les richesses distribuées une année ont été produites, pour l'essentiel, la même année. Capitalisation et répartition sont des modalités pour déterminer ce dont chacun disposera, mais sur le fond, il s'agit toujours de répartir des richesses produites à une époque donnée.

La quantité de richesses produites dépend de nombreux paramètres, notamment le taux d'activité, des hommes, des femmes, des jeunes et des vieux, mais aussi d'une organisation générale de l'économie, de l'intéressement des différents « facteurs de production », de progrès techniques, etc. Globalement, la productivité du travail en France est bonne, elle s'accroît régulièrement, et plus vite que la proportion de personnes âgées. Elle augmenterait encore plus vite si le chômage pesait moins lourd : nous avons de bonnes réserves de producti-

tivité qu'il serait possible de mobiliser en cas de pénurie côté production. Nous y reviendrons. La question lancinante est celle de la répartition.

Le cas de la solidarité avec les « anciens » éclaire le débat. Un jour de travail pour eux, voilà la solution proposée par le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin. Le lundi de Pentecôte (au départ, avec les cafouillages que l'on a connus ensuite) a ainsi été sacrifié sur l'autel de l'amour des anciens et de la reconnaissance que nous leur devons. À défaut, le budget nécessaire aurait dû être dégagé sur le budget général de la nation. Ce sont tous les facteurs de production qui auraient été sollicités, avec toutes les formes de fiscalité, impôt sur le revenu, sur les sociétés, CSG, TVA (payée également sur les produits importés), taxes sur les pollutions, etc. L'appel à la solidarité a donc un effet marquant, celui de transférer la charge de l'ensemble de l'économie aux seuls salariés.

---

(\*) [www.db-dd.org](http://www.db-dd.org)

(1) Ce texte reprend et ordonne des articles et des notes publiés sur le site [www.db-dd.org](http://www.db-dd.org) et différents supports de presse entre 2006 et 2010.

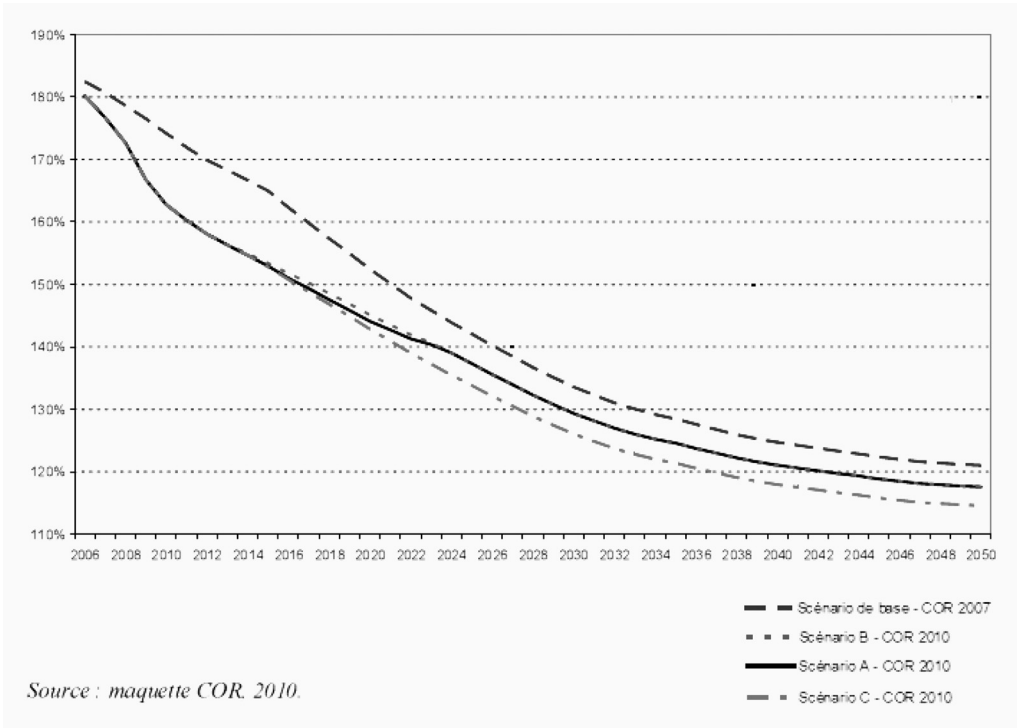
Il s'agit donc d'une solidarité bien ciblée, il y a manifestation des personnes plus solidaires que d'autres.

### Des prélèvements fiscaux, au lieu des prélèvements sociaux

Transposons à la retraite. La répartition, oui, mais limitée. Le travail doit payer les retraites. Telle est la règle aujourd'hui. La cotisation patronale entre dans le coût d'un emploi, elle est donc payée *in fine* par l'emploi, ne nous faisons pas d'illusion. Seuls les régimes de fonctionnaires échappent à cette règle. Pour eux, c'est le budget de l'État qui est mis à contribution. L'éclatement des régimes en de nombreuses formules, régime général, des fonctionnaires, des cheminots, des mineurs, des agents de telle ou telle entreprise

publique, des agriculteurs, des professions libérales, des artisans, j'en passe sûrement et des meilleures, est souvent dénoncé. Les inégalités de traitement sont évidentes, et rarement justifiées. Ce sont les restes d'une histoire sociale mouvementée, bien loin des réalités d'aujourd'hui. Les pyramides des âges étant ce qu'elles sont, en particulier pour des professions en rapide diminution d'effectifs, les équilibres sectoriels sont impossibles. La solidarité est donc de mise. Le principe fondateur, du prélèvement sur le travail, ne peut plus être conservé. Il faut substituer des prélèvements fiscaux aux cotisations vieillesse. Le dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites met en évidence ce déséquilibre croissant qu'impliquerait la seule contribution des actifs au financement des retraites.

### Rapport démographique : nombre de cotisants / nombre de retraités



### **Un modèle à bout de souffle**

Pourquoi donc borner la solidarité aux seuls travailleurs, qu'ils soient salariés ou non ? L'évolution de notre population, son vieillissement, montre que l'on ne trouvera pas l'équilibre en restant dans ce cadre. Il faut en sortir, au lieu de s'acharner à changer tel ou tel réglage, âge de départ ou nombre d'années de cotisation, taux de cotisation. En alourdissant la charge sur le travail, on ne fait qu'augmenter son prix et on grève ainsi un facteur de production. C'est une incitation à la réduction du nombre de salariés, au profit d'une mécanisation ou d'une informatisation non soumise à prélèvement vieillesse. On ne fait qu'accentuer le problème. C'est comme le chômage. Moins il y a de cotisants, plus il y a de bénéficiaires. C'est la boucle infernale, le cercle vicieux. La réponse apportée au problème ne fait que l'accentuer globalement. Ce n'est pas durable, et la recherche d'autres solutions est nécessaire. On peut estimer qu'un niveau de chômage est incontournable, lié à la mobilité ordinaire et aux besoins continus d'adaptation, et que ce chômage là doit être financé sur l'emploi lui-même. Au-delà, c'est le fonctionnement général de l'économie qui est en cause. Ne faire peser les indemnités de chômage que sur l'emploi ne fait qu'en renchérir le coût et accentuer le problème. Les bonnes réponses sont ailleurs. La récente réforme de la taxe professionnelle illustre d'ailleurs ce besoin d'élargir la base de la contribution.

La santé, encore un sujet d'inquiétude. Là encore, les comptes donnent des sueurs froides aux responsables de la sécurité sociale. Toujours la hausse des besoins d'un côté, et de l'autre la réduction du nombre de cotisants. Les fondements de l'assurance maladie sont remis en question, avec en fond de décor

la forte progression de l'exigence sociétale sur la santé<sup>2</sup>.

Retraites, chômage, santé, ces trois exemples montrent s'il en est besoin que nos organisations sociales et économiques ne répondent plus aux besoins tels qu'ils s'expriment aujourd'hui. On parle de 1945, des accords internationaux et des compromis historiques qui ont été passés en France pour ressouder une unité encore fragile au lendemain d'un conflit douloureux. Traités sur l'avenir, facilement honorés pendant les 30 glorieuses, au prix d'une croissance débridée, souvent destructrice, dans un monde où la France, avec ses colonies, tenait encore une position « dominante ».

Ce modèle est en fin de course. Les bases sociales, économiques, politiques de nos sociétés ont profondément évolué, et il s'y ajoute, domaine négligé pendant des années, la question des ressources de la planète, des dégâts des rejets dans l'environnement et autres agressions liées à l'artificialisation de nos territoires. Il faut donc trouver un nouveau modèle de développement, capable d'offrir le cadre d'une refondation tous azimuts.

Le développement durable passe par la recherche de solutions originales. Ce n'est pas en restant confiné dans d'anciens modes de pensée, dans des schémas mentaux datés d'une autre époque, que l'on trouvera des solutions. Cette recherche est évidemment à risques, il y aura des échecs, mais le risque maximum serait de ne changer que quelques paramètres, alors que le système entier est à revoir.

---

(2) On pourra se reporter sur ce plan au livre d'Edouard Bidou *Les nouveaux paradigmes de la santé*, Editions Larcier, 2008.

### Poser le débat autrement

Le ratio actifs/retraités donne une idée fautive de la question : ainsi posée, elle oppose deux mondes, d'une part ceux qui produisent des richesses, et d'autre part ceux qui en profitent, sans rien apporter. La réalité est toute autre. Du côté des « actifs » tout d'abord, ils comportent les chômeurs, tous ceux qui cherchent un emploi. Il y a donc des actifs, et même beaucoup depuis pas mal d'années, qui ne produisent pas de richesses. De l'autre côté, beaucoup de retraités ont des activités rémunérées, ou productives, comme le potager, et pour les autres, ce serait évidemment leur faire insulte de dire qu'ils sont improductifs. Et ils ne sont pas les seuls « inactifs » à produire des richesses : n'oublions pas la production familiale, les tâches domestiques, les associations et le bénévolat, la participation à la vie de la cité, par exemple celle des 500 000 élus répartis sur notre territoire. L'entreprise n'est pas le seul lieu créateur de richesses. Pour ne prendre qu'un exemple, l'éducation des enfants est une source formidable de richesses. Beaucoup d'acteurs y contribuent, certains rémunérés et par suite cotisants, d'autres y consacrant un temps considérable sans recevoir de salaire, y compris les enfants qui, en apprenant, participent à la création d'un capital productif. La création de richesse, la constitution du revenu que nous nous partageons, provient de nombreux acteurs, et la réduire aux seuls actifs « officiels » ne peut que conduire à des malentendus. Le poids des « non actifs » est très important, et le BIPE<sup>3</sup> l'avait justement souligné dans une note de novembre 2006 intitulée « les inactifs, continent englouti de l'économie ». Le débat sur les retraites ne peut laisser ce phénomène de côté. Il y a les actifs *de droit*, mais aussi beaucoup d'actifs *de fait*.

On a vite fait de les éliminer du champ de la réflexion, les *inactifs*, abandonnant ainsi toute chance d'intégrer leur dynamisme dans les plans d'action et les projets institutionnels, dans les initiatives des grands acteurs économiques et sociaux. Ils sont au mieux considérés comme des consommateurs, et au pire comme des boulets à traîner, des charges pour les actifs. On est loin de la mobilisation générale qui serait nécessaire pour relever les défis du 21<sup>e</sup> siècle, pour entrer enfin dans l'ère du développement durable. Car il faut compter sur toutes les énergies, toutes les expériences, il faut que chacun apporte sa contribution aux transformations que la société doit conduire. Il est inacceptable de laisser tomber une part importante de la population, et en plus une part qui ne cesse de croître.

### Quel rôle pour les « inactifs » ?

Le premier réflexe est de chercher à les récupérer. Il faut les remettre en activité, ou éviter que les actifs ne passent dans le camp des inactifs. La durée de vie s'allonge, on va donc reculer le départ à la retraite pour ne pas voir grossir le nombre des retraités, et gagner quelques années d'activité. On rencontre vite les limites de cette approche, quand on observe que les inactifs ne sont pas que des retraités : il y a tous ceux qui ont renoncé à chercher un travail, ceux qui en cherchent en vain, auxquels il faudrait ajouter quatre millions de temps partiel, souvent plus subi que choisi.

Ce constat conduit à rechercher d'autres approches pour intégrer les inactifs. Au lieu de les maintenir ou de les rendre actifs à tout prix, peut-on imaginer d'autres voies pour les faire participer « activement » à la vie

---

(3) [www.bipe.com](http://www.bipe.com)

sociale, et aux transformations que le développement durable nous amène à mener résolument. C'est un véritable choix de société. Entre la politique du cocotier, qui pousse à l'élimination de tous ceux qui ne rentrent plus dans le cadre, et le culte des vieux, considérés comme des sages dont la parole est un véritable oracle, il y a une place à trouver pour les inactifs dans nos sociétés du 21<sup>e</sup> siècle. Les inactifs des statistiques ne sont pas inactifs dans la vie. Ils créent même de la richesse.

Inactif ne veut pas dire passif. Le BIPE nous rappelle que l'économie domestique représente chaque année plus de 70 milliards d'heures de travail non rémunéré, face « au travail professionnel qui ne pèse « que » 60 milliards d'heures ». Les « inactifs » déchargent les « actifs » de certaines tâches, notamment de garde et d'éducation des enfants, ils travaillent pour leur propre compte en bricolant, en jardinant, en faisant eux-mêmes des tâches ménagères au lieu de les confier à des « actifs » ; ils participent activement à la vie sociale. Si on complète le tableau en comptant le travail domestique non rémunéré produit par les « actifs », l'inactivité apparaît comme une situation de référence au moins aussi importante socialement et économiquement que l'activité. Et ce n'est pas près de s'arrêter, avec la pyramide des âges des pays de notre vieille Europe.

C'est donc une donnée de base, pour conduire l'évolution de notre société vers le développement durable. La force des inactifs est considérable, et doit être reconnue comme un levier pour le changement. Il vaut peut-être mieux chercher de nouvelles manières de reconnaître positivement et de valoriser (pas forcément financièrement) l'apport des inactifs que de négliger leurs spécificités en ne les observant qu'avec le prisme de l'activité officielle. Une piste à explorer d'urgence, pour

se préparer au vieillissement inéluctable de notre population.

La dynamique des vieux pour trouver les voies de l'avenir, voilà bien un paradoxe dont le développement durable a le secret.

### **La redoutable efficacité du travail humain**

Le travail n'est pas le seul facteur de production. Les richesses sont aussi produites grâce à un capital, en partie matériel, et en partie immatériel, compétences, brevets, connaissances, réseaux relationnels, et il faut espérer que cette part ira croissante, avec la montée du niveau de formation des « actifs », et l'accumulation des savoirs. Grâce à ces capitaux, la productivité du travail est élevée en France, une des plus élevées de la planète. Il faudrait en analyser les raisons, car il ne faut pas mélanger les « cadences infernales » et le fruit d'une organisation et de techniques éprouvées, appliquées par du personnel de grande compétence. Aujourd'hui, le travail est un facteur sensible. D'un côté il manque, il n'y en a pas assez, et les nombreux chômeurs sont là pour en témoigner ; de l'autre on craint que le vieillissement de notre population nous oblige à travailler plus.

Curieusement, la productivité du travail est une grande absente des analyses sur les retraites, le plus souvent cantonnée à une approche financière d'équilibre de comptes. Faisons un rapide état des lieux. Une première analyse nous dit qu'il n'y a pas de péril : notre population continuera encore longtemps à être suffisante globalement pour satisfaire ses besoins, même si ceux-ci croissent régulièrement. La productivité du travail en France augmente plus vite que la proportion de personnes âgées. Elle est déjà élevée, et nous ne savons pas utiliser toute la main-d'œuvre disponible. La productivité du

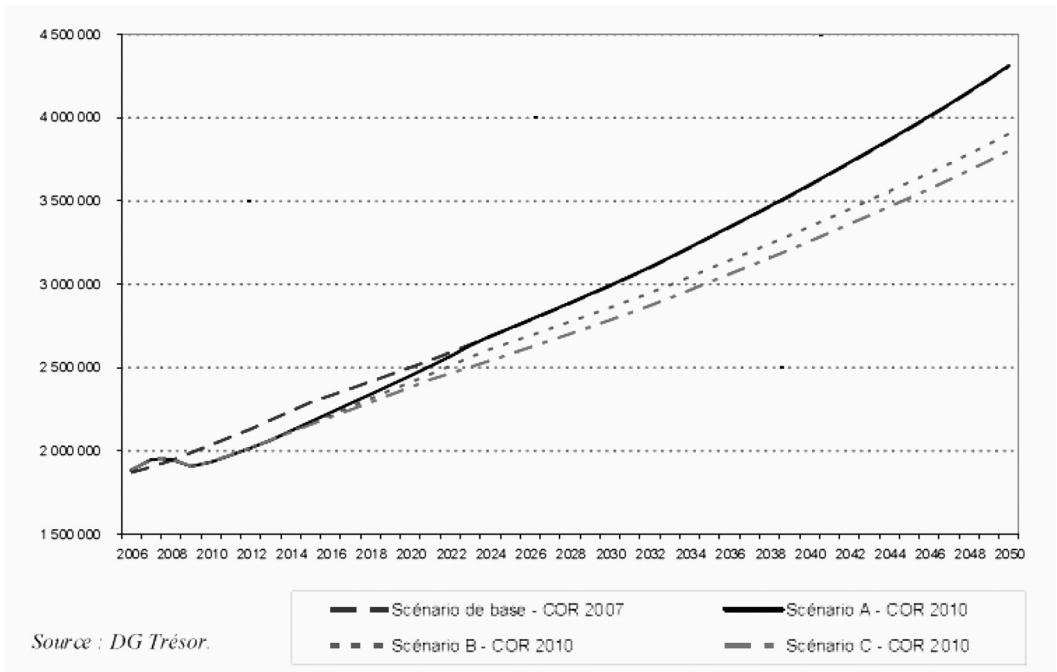
## La retraite, un vrai sujet de développement durable

Dominique BIDOU

travail pourrait d'ailleurs augmenter encore plus vite si on ne craignait ses effets sur l'emploi. Chaque annonce de restructuration d'entreprises nous le rappelle avec force. Les réductions successives de la durée légale du travail sans réduction de salaires ont entraîné des efforts de productivité, et on parle souvent de croissance sans création d'emploi. Notre efficacité est redoutable ! Pendant de nombreuses années encore, un pays comme la France pourrait produire plus de biens et services avec moins de travail, le niveau de vie moyen de sa population pourrait s'améliorer malgré une proportion croissante d'inactifs. C'est un

des fruits les plus agréables de la révolution industrielle. Le discours si souvent entendu sur la nécessité de travailler plus ne correspond pas à cette analyse globale des enjeux démographiques. La démographie au secours de la valeur morale du travail, ça ne marche pas, et le travail n'en a d'ailleurs pas besoin. Il mérite mieux. Le huitième rapport du Conseil d'orientation des retraites nous le rappelle opportunément, le PIB doublera en euros constants d'ici 2050, passant de moins de 2000 à environ 4000 milliards d'euros, à comparer au besoin complémentaire de financement des retraites, estimé à 100 milliards<sup>4</sup>.

### Niveau du PIB dans les trois scénarios, et dans le scénario de base du COR de 2007 (en millions d'euros 2008)



(4) Retraites : perspectives actualisées à moyen et long terme en vue du rendez-vous de 2010. Huitième rapport du Conseil d'orientation des retraites, adopté le 14 avril 2010.



## La productivité de la planète

La question du vieillissement serait terrifiante si elle entraînait mécaniquement une baisse de la production, si le facteur limitant de la création de richesse se situait dans le volume global de *travail* mobilisable. Il n'en est rien, nous disposons d'un réservoir humain productif bien suffisant, même dans les pays à démographie déclinante. C'est une constatation très rassurante à l'époque où la population de la planète doit se stabiliser, ce qui entraîne mécaniquement un vieillissement.

Notre problème principal aujourd'hui n'est pas la productivité des hommes, mais celle des milieux. Nous extrayons chaque année de la planète 30 % de plus que ce qu'elle produit<sup>5</sup>. Nous mordons dans notre *capital* productif. A ce rythme, il en faudra du travail humain pour compenser cette perte. Il y a mieux à faire que de continuer à dégrader le patrimoine, et à croire que l'on pourra s'en sortir par du travail supplémentaire. Chacun voit que ce n'est pas aujourd'hui et pour longtemps encore que la quantité de travail disponible qui pose problème, mais sa qualité, son management ou sa bonne gouvernance si vous préférez. Le problème n'est plus la retraite, mais la formation, les compétences, la manière de travailler ensemble, la R&D, les brevets, en un mot l'intelligence. Et puis bien sûr la défense et le renforcement de la productivité des milieux.

## Les effets de la stabilisation de la population mondiale

La question démographique est à replacer dans ce contexte. Notre population va vieillir, c'est le résultat arithmétique de la stabilisation de la population mondiale, qu'il faut espérer, qui est prévue pour le milieu de ce

siècle, et dont la France ne peut s'affranchir. Les nostalgiques de la natalité devront en prendre leur parti. La référence fréquente à 1945 des défenseurs des politiques familiales agressives est la marque d'une absence totale de vision du monde du 21<sup>e</sup> siècle. La situation de la France à l'issue d'un conflit destructeur ne peut tenir lieu de ligne de conduite à l'heure du développement durable. La question démographique, et par suite la politique familiale, est très présente dans tout discours sur l'avenir de la planète. La naissance d'un enfant est toujours une source d'émerveillement, mais aussi de responsabilité, personnelle et collective. S'il s'agit de favoriser une croissance démographique, comme une solution à tous nos problèmes, il y a un sérieux malentendu. Certains croient qu'il faut lutter contre le vieillissement, et c'est la natalité qui serait la réponse. Ce n'est pas sur l'âge au décès, l'espérance de vie, qu'il faut jouer. L'allongement de la durée de vie, très net jusqu'à présent dans nos sociétés, ne peut être regretté, d'autant qu'il s'accompagne d'une amélioration générale de la santé et de la bonne forme à tous les âges. C'est une affaire de proportion, la part des jeunes, des « actifs », et des vieux, voilà ce qui compte. Pour maintenir une bonne proportion de jeunes et d'actifs, il faut des naissances.

Ce raisonnement n'a de sens que dans un monde infini, alors que nous savons, depuis Paul Valéry, que *le temps du monde fini a commencé*<sup>6</sup>. Nous serons bientôt, d'ici une génération, neuf milliards d'êtres humains

---

(5) *La demande de l'humanité en ressources dépasserait maintenant la capacité de régénération de la planète d'environ 30%, d'après le rapport Planète vivante publié tous les deux ans par le Fonds mondial pour la nature (WWF)*

(6) *Paul Valéry, Regards sur le monde actuel, 1945*

sur terre, avec leurs exigences légitimes d'accès à des richesses, ne serait-que pour vivre dans la dignité. La pression sur les ressources sera encore plus forte que celle que l'on observe aujourd'hui, et chacun s'accorde sur le fait que la population mondiale ne peut s'accroître à l'infini. Le simple fait de stabiliser le nombre d'être humains est synonyme de vieillissement. C'est un phénomène inéluctable, bien engagé dans les pays de la « vieille Europe », mais qui va se manifester aussi très vite en Asie, notamment au Japon et bientôt en Chine, avec les politiques très vigoureuses de maîtrise de la natalité qui y ont été menées. Il faut donc se préparer à vivre et à se développer dans des sociétés bien différentes de celles où nous sommes nés, avec des équilibres démographiques très éloignés de ceux sur lesquels sont fondés notre organisation sociale et nos modes de production. Retarder l'échéance, et espérer que notre communauté fera exception dans le monde, que l'on peut continuer une croissance démographique en France dans un monde dont la population se stabilise, serait pure illusion, et empêcherait de chercher activement une issue constructive au défi qui nous est lancé.

Il serait déraisonnable de reporter sur le Sud l'effort de stabilisation démographique, en laissant croître la population du Nord sans état d'âme. Ce serait le vrai retour de Malthus. Celui-ci est resté célèbre par la crainte que la croissance d'une population ne soit plus rapide que celle des ressources dont elle a besoin pour vivre. Il était loin d'être le premier à manifester ces craintes, et ce n'est qu'une partie de sa théorie. L'essentiel est ailleurs, et relève plus de la politique que de l'économie. Pour Malthus les pauvres devaient maîtriser leur progéniture, qu'ils n'avaient pas les moyens d'élever, alors que les riches pouvaient avoir autant d'enfants

qu'ils le voulaient. Bien que pasteur, Malthus n'était pas un partageux. Ne reprenons pas aujourd'hui à l'échelle de la planète la théorie que Malthus avait développée pour l'Angleterre du 19<sup>e</sup> siècle.

Cette évolution, sans entrer dans une analyse « morale », n'est pas acceptable pour la planète. Un Européen qui naît aujourd'hui consommera vingt ou trente fois plus de ressources qu'un Malien ou un Bengali. En termes de pression sur la planète, la solution néo-malthusienne conduit à une impasse. Il est irresponsable de compter sur une croissance éternelle de la population pour conserver une pyramide des âges suffisamment « jeune » pour résoudre le problème des retraites. Il faut se résoudre au vieillissement, conséquence inéluctable de deux souhaits très largement partagés : voir la population mondiale se stabiliser d'une part, et de l'autre améliorer en permanence la santé des populations et leur espérance de vie.

### **Le vieillissement est l'avenir de l'humanité**

Le développement ne sera durable que si l'on sait faire preuve de lucidité, en acceptant de regarder l'avenir en face. Le vieillissement est l'avenir de l'humanité, et de nos sociétés occidentales en premier. Avec nos espérances de vie, une population stabilisée est une population vieille. Plutôt que de retarder l'échéance et finalement se laisser surprendre, il vaut mieux s'organiser. Qu'est-ce que cela veut dire, au quotidien, dans notre organisation sociale et économique, dans nos villes et nos villages ? Comment se préparer intelligemment à cette évolution, comment faire pour conserver son dynamisme et sa créativité à une société où les *vieux* seront les plus nombreux ? La division de la vie en périodes d'apprentissage, de travail, et de repos bien mérité doit sans doute être revue,

avec une meilleure perméabilité entre elles, la recherche de productivité du travail, la lutte contre sa pénibilité, la manière de redistribuer les revenus, la place des jeunes et celle des anciens dans une société moderne, sans exclusion et avec le souci d'une intégration maximale de toutes les énergies.

Il est là le vrai débat à lancer, c'est un débat sur la société de demain, celle qui se construit aujourd'hui, et non la tentative perdue d'avance de prolonger le passé. Voilà un beau plan de charge, pour préparer le futur. Et plus enthousiasmant que le grappillage de quelques sous ici et là, que le marchandage de quelques avantages. Cet avenir à construire ne peut l'être sans la participation active de tous les acteurs de la société. Il y aura toujours les intérêts immédiats à gérer, avec les modes habituels de négociation, mais il faut aller au-delà, et mettre en place la construction commune de l'avenir. Nos pays de la vieille Europe, parfois objet de risée, ont un rôle privilégié à tenir dans cette étape de l'aventure de l'humanité. Premiers confrontés au vieillissement, à la pénurie de matières premières, au manque d'espace et de nature vierge, et marqués profondément par des cultures à la fois riches et archaïques, ces pays doivent ouvrir ce débat crucial et explorer de nouvelles voies de développement. Ce sera plus intéressant que le holdup sur quelques avantages sociaux, dans une atmosphère de cacophonie qui ne peut qu'affaiblir la ressource essentielle dont nous avons besoin pour se lancer dans l'aventure : la confiance.

### **Quelques pistes pour progresser**

La question des retraites est à replacer dans un débat beaucoup plus large, celui du vieillissement, et de l'organisation de la société qui en résulte. Les facettes de ce

débat sont multiples. La place des vieux, la composition des familles, les relations entre générations, la répartition des richesses entre toutes les composantes de la société, et bien d'autres encore comme l'immigration et les mouvements de population dans le monde. Cette question est toujours délicate car elle doit satisfaire les pays d'origine comme les pays d'accueil.

Il faut aussi lutter contre les déficits sectoriels. Ce qui est vrai en moyenne ne l'est pas pour tous les secteurs, et il peut y avoir de graves déficits en personnels dans certaines activités, entraînant une baisse de la qualité du service dans ce domaine et parfois une thrombose dont les effets se font sentir dans d'autres domaines. Il y a alors un risque de compromettre l'équilibre d'ensemble. Ce n'est pas sur le nombre d'actifs que doit porter l'attention en priorité, mais sur leur répartition, pour éviter que ces déficits ne s'installent et perdurent. Les réponses ont nom prospective, formation, rééquilibrage de certains échanges internationaux, études (qualitatives et quantitatives) d'impact sur l'emploi, souplesses temporaires et adaptabilité, qui doivent trouver des modalités équitables d'application. On parle alors d'employabilité et de formation tout au long de la vie. À l'inverse, les objectifs généraux, légitimement universels, ne doivent pas se traduire en mesures rigides et identiques pour tous les secteurs. Le monde est divers et complexe, et mérite un effort permanent d'adaptation pour la mise en application des mêmes principes. « Chaque jour, chaque occasion, chaque circonstance demande une application particulière des mêmes principes » nous dit Sun Tzu, dans l'Art de la guerre (article VIII).

Le défi à relever exige surtout une réflexion générale sur la place des vieux dans notre société. Il ne s'agit pas que du travail et des

retraites, mais de bien d'autres équilibres qui sont remis en cause. C'est l'équilibre de la société qui est en jeu. Si l'on n'y prend garde, le vieillissement pourrait conduire à un repli sur soi, à une frilosité, à une crainte de l'avenir. C'est la dynamique et la créativité de la société française qui est en jeu, et c'est beaucoup plus grave que l'équilibre comptable des caisses de retraites. Celui-ci n'est qu'une déclinaison de la question fondamentale de la capacité de notre société, déjà vieille et qui continuera de vieillir, à s'adapter à un monde en perpétuelle évolution, à innover, à prendre des risques.

Ce n'est donc pas une réforme des retraites qu'il faut entreprendre, mais un travail en profondeur sur les nouveaux équilibres que le vieillissement impose, sur l'organisation à donner à notre société pour que les seniors y jouent un rôle actif et créateur de richesses, d'une manière ou d'une autre. Les anciens peuvent apporter beaucoup, ils le font déjà mais il est permis de penser qu'ils pourraient le faire encore beaucoup plus si leur apport était souhaité et valorisé, financièrement ou autrement. Faut-il que ce soit en prolongement de la vie professionnelle antérieure, ou faut-il lui trouver de nouvelles formes, un nouveau statut ? Comment reconnaître les apports non marchands qui contribuent à notre bien-être ? Peut-on les récompenser d'une manière ou d'une autre ? Comment éviter la dérive de la nostalgie du passé, comment stimuler un corps social plus âgé ?

### **Une nouvelle période de la vie**

La retraite n'est pas seulement un droit acquis par une vie de labeur, c'est aussi une période de la vie, bien spécifique, adaptée à l'âge, et qui doit rester productive, pour la satisfaction des retraités comme de la société. Trois ministres s'inquiétaient, dans *Le*

*Monde*<sup>7</sup>, du faible taux d'emploi des seniors dans les entreprises en France. Faut-il s'étonner quand la seule perspective envisagée est le prolongement des activités antérieures ? De même que l'enfant n'est pas un adulte en miniature, le vieux n'est pas un jeune prolongé. Il faut lui permettre de trouver sa place, ou l'aider à la construire. C'est un enjeu fort de développement durable, de trouver un nouvel équilibre adapté à un contexte nouveau : on parle souvent de ressources ou de pollutions, de pauvreté et de droits de l'Homme, rarement de vieillissement, qui est pourtant une des données les plus prévisibles. Ne pas valoriser un potentiel humain de cette importance est un non sens économique, et un gâchis social. Le vieillissement gagnera progressivement toute la planète. Nous sommes parmi les premiers touchés, profitons-en pour prendre de l'avance.

### **Une transition démographique de deuxième type**

La question de la transition démographique a été et est toujours fortement posée pour les pays en développement. Il en est une seconde pour les pays industrialisés comme le nôtre, qui ne semble pas susciter l'intérêt qu'elle mérite.

La première transition décrit un passage difficile, mais bien connu : une société traditionnelle, caractérisée à la fois par une forte natalité et une forte mortalité, connaît une baisse sensible de la mortalité grâce aux progrès de la médecine, de l'hygiène et de l'alimentation. Il en résulte une croissance impressionnante de la population, avant que l'évolution des mentalités, de la condition féminine et de la situation économique ne vienne rétablir

---

(7) Daté du 24 juillet 2008

l'équilibre par une réduction analogue du nombre des naissances. Ce mécanisme a été maintes fois décrit, avec les transformations sociales, culturelles, humaines qui l'accompagnent.

Nos sociétés sont confrontées à un autre phénomène : celui de la stabilisation de la population et sa conséquence inévitable : le vieillissement. En France, ce sont les retraites et les conditions de vie des personnes âgées qui révèlent le problème. La dernière composition gouvernementale consacre un ministère aux *aînés*. Les plus hautes autorités de l'État nous parlent, au même moment, de *la vie après 60 ans*, dont il convient d'ouvrir le chantier.

Réduire le *chantier* à la question des aînés est la meilleure manière de ne pas trouver de solution. Il ne restera alors que les vieilles recettes, dont on sait qu'elles ne répondent que très partiellement au problème : retarder l'âge légal de départ à la retraite, augmenter le nombre d'années de cotisation, voire jouer sur leur montant et leur répartition, créer de nouveaux modes de prélèvement pour assurer une vie digne à nos aînés.

Confiner le débat à des paramètres formels, bien loin des réalités puisque l'âge réel de fin d'activité est au dessous de 60 ans, place la négociation sur un terrain purement comptable, dont l'issue sera inévitablement perçue comme une régression sociale. Voilà comment des progrès, la longévité et la formidable augmentation de l'efficacité du travail humain, se trouvent transformés en recul. Le vieillissement de la population française mérite mieux.

C'est un nouvel équilibre humain qu'il nous faut trouver. Nous devons nous organiser pour vivre durablement avec une population

âgée importante. Les retraites en sont affectées, mais aussi de nombreux équilibres sociétaux. On parle d'adapter le parc de logement, de lutter contre la solitude, de prendre en charge la dépendance. Pour ne prendre qu'un exemple, la perte de la capacité de conduire peut plonger une personne âgée dans un isolement insupportable. La question n'est pas que financière, elle touche à la conception de nos transports, de nos villes et de nos villages, bref à nos modes de vie.

### **Tous les âges sont concernés**

Ces questions n'intéressent pas que les aînés, elles concernent tous les âges, et tous les aspects de notre organisation sociale. La transition démographique que nous connaissons est une affaire de civilisation. C'est le dynamisme de la population qui est en cause, sa capacité à s'adapter aux changements qui s'imposeront, et même à les anticiper. Une population âgée se montre plus conservatrice, alors qu'il va falloir faire preuve de réactivité et d'imagination. Le renouvellement des actifs, et notamment des cadres, sera plus lent, et les modifications structurelles plus difficiles à mettre en œuvre. La pyramide des âges de notre population demande de nouveaux modes de gouvernance, de manière à compenser une inévitable perte de créativité. Sans tomber dans le jeunisme, il va falloir stimuler l'audace des jeunes et lui faire bon accueil. C'est aussi la politique d'immigration qu'il faut adapter. Des apports extérieurs de sang neuf et jeune est une des pistes les plus prometteuses de rééquilibrage, pendant quelques décennies encore. Cette opportunité n'est pas le problème des anciens, mais de toute la communauté nationale, qui doit s'organiser pour accueillir ces populations nouvelles, au lieu de les tolérer à reculons.

Il restera la question de la place des aînés dans la société. La seule perspective étudiée

aujourd'hui est de les faire travailler plus longtemps. Le travail est-il la seule manière de se rendre utile, de voir du monde ? Ne peut-on faire preuve d'imagination pour un statut particulier adapté à leur situation ? L'affaire des retraites et de leur déficit pollue toutes les autres approches d'ordre sociétal. C'est pourtant là un débat essentiel, sur la qualité de la vie des aînés, la richesse de leurs relations, leurs apports à la société. C'est en élargissant le chantier que des réponses originales peuvent être imaginées, et que l'on renouvellera le débat sur les retraites. Celui-ci n'est qu'une composante d'une question beaucoup plus étendue. Ce n'est pas aux *aînés* qu'il faut consacrer une secrétaire d'État, mais à la *transition démographique*. Un enjeu majeur, toujours abordé par petits bouts, et qui mérite une mobilisation de toutes les forces vives d'un pays comme la France.

### L'âge adulte de l'humanité

L'adolescence marque la fin d'une forme de croissance. Pour un être humain, c'est la période intermédiaire entre l'enfance et l'âge adulte, une période agitée, où chacun cherche sa personnalité, l'affirme parfois maladroitement. Comme toutes les mues, c'est une période de fragilité, dont la bonne fin conditionne l'âge adulte, celui où nous ne grandissons plus. L'humanité semble suivre un chemin analogue. Après une croissance chaotique sur les milliers d'années, elle a connu une explosion démographique avec le XX<sup>e</sup> siècle, et nous arrivons bientôt à un moment unique dans son histoire : nous ne grandissons plus. Nous avons atteint notre taille maximum, certains prédisent même que nous allons nous tasser, après le maximum de quelque 9 à 10 milliards d'humains que nous serons entre 2050 et 2100. Ce n'est pas parce que nous ne grandissons

plus que notre développement s'arrête. Il doit juste prendre une autre forme.

Prolongeons l'analogie entre un individu et l'humanité. A chaque âge de la vie, correspondent des besoins spécifiques, et des formes de progression vers son épanouissement. Il faut des vitamines, des protéines, et pour cela de la lumière, de la nourriture, de l'espace.

L'enfance de l'humanité est marquée par quelques révolutions comme la découverte du feu, de la roue, et de l'agriculture. L'enfance n'est pas sans dangers, et il y en a eu des accidents, des régressions. Epidémies, guerres, famines, catastrophes de toute nature ont jalonné cette étape. Elle n'est pas totalement terminée, selon les régions du monde, ce qui n'a pas empêché à l'âge suivant, l'adolescence, de se manifester sous la forme de la révolution industrielle. Deux siècles environ de croissance en rupture avec les millénaires qui les ont précédés. Un changement de rythme rendu possible par le recours à l'énergie stockée sous nos pieds au cours des âges géologiques. Une aubaine, dont une partie de l'humanité a tiré un formidable profit, parfois avec une grande brutalité. L'utilisation massive du charbon et du pétrole a permis un développement spectaculaire, une explosion de nos connaissances sur la matière comme sur le vivant. L'humanité a acquis une puissance d'intervention à donner le vertige, et l'adolescence étant ce qu'elle est, impulsive et irrespectueuse, elle n'en a pas toujours fait bon usage. L'humanité a cru que tout lui était permis, que le monde était à elle sans restriction.

L'humanité flambeuse, c'est terminé. Ou en passe de l'être. Il va falloir devenir adulte.

## La retraite, un vrai sujet de développement durable

Dominique BIDOU

---

Adieu les émotions de l'adolescence, la vie facile fondée sur la consommation sans souci de stocks accumulés par les générations précédentes. Bonjour l'âge adulte, et un mode de développement endogène, ne comptant que sur soi.

C'est une nouvelle ère qui se profile pour l'humanité. La fin du « *croissez et multipliez* » de la Bible. Il va falloir trouver un autre sens à ces mots, car nous avons toujours soif de dépassement.

La première traduction concrète de cette situation, celle qui concerne notre génération, est une double transition économique et sociale. Il faut passer d'une économie minière à une économie « circulaire ». Il faut passer d'une organisation sociale pour des populations jeunes et en croissance, à une autre organisation adaptée à des populations plus vieilles et stables. Deux défis à prendre à bras le corps, et qui donnent un sens bien concret au terme *développement durable*.

L'adolescence de l'humanité s'est faite sur le carbone. Il y en a encore pour des siècles, mais il est plus difficile d'accès, et surtout il

provoque des effets indésirables. Une fois sorti de terre, il s'envole dans les airs où il renforce un effet de serre, sympathique au départ, mais très dangereux si on pousse trop loin les curseurs. Cette facilité est aujourd'hui terminée, il va falloir vivre sur les flux et non plus sur les stocks. Et pour cela augmenter fortement le profit que nous tirons de la moindre unité de ressource. Le facteur 4 est souvent évoqué, il indique l'importance du progrès à réaliser. Le développement durable est une invitation à la performance.

Tout arrive à la fois. Il faut en même temps faire face à une mutation de nos structures démographiques. On en parle au sujet des retraites, mais ce n'est qu'un point parmi d'autres, et pas le plus grave car la productivité du travail humain augmente plus vite que la proportion de personnes âgées. C'est le dynamisme des populations qui est en jeu, dans tous les sens du terme, et les équilibres entre générations. Quelle place donner aux jeunes dans une société de vieux, comment conserver une créativité, une capacité à s'étonner et à imaginer un avenir différent ? Des défis passionnants, les ados ont bien de la chance !